

NOTES POUR L'ALLOCATION PRONONCÉE PAR
M. LUC VINET
RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

DEVANT LE CLUB CANADIEN DE TORONTO

MONTRÉAL, LE 14 NOVEMBRE 2006

Distingués membres du Club canadien de Toronto,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Permettez-moi de remercier chaleureusement le Club canadien de Toronto de m'avoir invité à vous adresser la parole ce midi.

Votre Club a célébré son 20^e anniversaire l'an dernier et je veux profiter de l'occasion qui m'est donnée pour offrir mes meilleurs vœux à tous les membres de votre association.

Je veux également saluer les diplômés de l'Université de Montréal qui vivent à Toronto. Ils sont plus de 500 et plusieurs d'entre eux se sont joints à nous ce midi. Sachez que vous êtes des membres essentiels de notre communauté.

Si elles n'utilisent pas la nouvelle lingua franca, les universités francophones ont néanmoins des atouts majeurs et offrent au Canada des avantages distinctifs.

Dans un monde «globalisé», elles offrent au Canada des éléments de diversité très significatifs et lui permettent de décliner de nombreuses questions identitaires.

Elles affirment, comme vous, la réalité francophone du Canada, en font la promotion et assurent un accès privilégié à la soixantaine de pays et aux 175 millions de personnes qui forment le bassin de la Francophonie.

Elles sont à même de contribuer de manière spéciale à l'exercice des responsabilités du Canada dans le développement des pays du Sud et la promotion des valeurs démocratiques.

Elles sont taillées pour permettre à leurs étudiants francophones, anglophones et allophones d'acquérir connaissances, sens critique, curiosité, esprit d'ouverture – autant de qualités qui doivent être l'apanage des citoyens du monde.

Avant toute chose, cependant, francophones ou anglophones, nos meilleures universités doivent offrir une formation qui rivalise en qualité avec ce qu'il y a de mieux, où que ce soit. Cela importe parce qu'avec sa démographie, l'avenir du Canada repose largement sur la qualité de ses ressources humaines. Cela importe pour que le Canada puisse occuper une part majeure du marché international de l'enseignement supérieur – un marché qui devient de plus en plus important.

Les universités sont puissamment confrontées à la globalisation et doivent être en résonance avec les grands enjeux contemporains, qui pour la plupart ont une portée internationale. Économie de l'innovation, santé des populations, diffusion de la culture, finances publiques, développement durable, relations internationales, lutte contre la pauvreté, épidémiologie : tous les grands secteurs de l'activité humaine débordent les frontières nationales et exigent des solutions transnationales.

Les universités doivent faire avancer les connaissances sur ces grandes questions et former leurs étudiants aux progrès dans ces secteurs d'activité. Et pour ce faire, l'internationalisation est essentielle.

Dans cette perspective, j'aimerais vous interpeller sur les trois grands enjeux qui, selon moi, seront déterminants dans le développement des universités canadiennes et influenceront sur notre prospérité.

- 1) la réputation nationale et internationale de nos universités ;
- 2) leur rôle dans la productivité canadienne et dans nos stratégies industrielles ;
- 3) le financement universitaire.

Vous me permettez de les aborder dans l'ordre.

1- La réputation

Parlons d'abord de réputation – de celle de l'Université de Montréal en particulier.

L'Université de Montréal est un joueur clé sur la scène universitaire canadienne. Mais elle est aussi un secret bien gardé. J'ai le sentiment très net que l'Université de Montréal accuse un déficit de réputation, qu'elle en souffre, et que, par ricochet, le Canada aussi en souffre.

Qui sait, parmi vous,

- Que l'Université de Montréal, avec ses écoles affiliées HEC Montréal et l'École Polytechnique, accueille 55 000 étudiants, soit le quart de la population étudiante du Québec.
- Que l'Université de Montréal est la deuxième université en importance au Canada après l'Université de Toronto, non seulement par le nombre d'étudiants, mais également par le total de ses revenus de recherche, qui frise le demi-milliard de dollars.
- Que l'Université de Montréal offre la plus grande concentration de programmes en sciences de la santé – nous sommes la seule université canadienne à compter sept facultés en sciences de la santé, nous formons tous les vétérinaires et tous les optométristes du Québec.
- Que notre Faculté de médecine est la 4^e en importance en Amérique du Nord et que nos étudiants de médecine, depuis 7 ans, se classent premiers à l'examen du Conseil médical du Canada.
- Que notre Université est au centre d'un réseau comprenant 27 établissements de santé affiliés et 142 centres de recherche, dont certains, comme le Centre de

recherche en droit public, l'Institut de recherche en immunologie et en cancérologie ou le Centre d'études et de recherche internationales, jouissent d'une grande réputation à l'étranger.

- Que nous sommes l'une des rares universités canadiennes à être financées par la Fondation Bill Gates, dans le cadre d'un projet de près de 15 millions de dollars pour améliorer les politiques sanitaires en Afrique francophone subsaharienne.
- Que c'est sur notre campus que le prestigieux Institut national de la santé et de la recherche médicale de France, l'INSERM, a choisi d'implanter sa première unité de recherche en Amérique et qu'il nous a choisi parce que notre Université est la tête de pont du Réseau canadien pour l'élaboration de vaccins contre le cancer.
- Que notre Université est véritablement une université d'envergure internationale : nous enseignons les sciences infirmières au Maroc, le droit en Chine, notre expertise en muséologie nous a permis de mettre sur pied un programme en collaboration avec la prestigieuse École du Louvre.

Ces faits ne sont pas toujours bien connus. L'Université de Montréal est une université de recherche, parmi les plus importantes au pays, elle rivalise avec les grandes universités publiques américaines. Mais notre Université continue de souffrir d'un déficit de notoriété que rien ne justifie dans les faits.

Vous tous, gens de la communauté des affaires de Toronto, êtes très certainement nos meilleurs relais pour faire connaître ce qu'est l'Université de Montréal, ce qu'elle fait, et ce qu'elle représente pour la société canadienne.

Plus largement, il me semble important de mieux faire connaître nos universités à la face du monde.

Les sociétés occidentales connaissent en ce moment un lent déclin de leurs populations. Cela est particulièrement vrai au Québec : pour la région de Montréal, on estime qu'après 2016, la croissance nette de la main-d'œuvre sera alimentée à 100 % par l'immigration.

Parallèlement, des géants comme la Chine et l'Inde ont des besoins pressants en matière d'enseignement supérieur. Et il en va de même au Moyen-Orient, où la moitié de la population a moins de 25 ans.

C'est ce qui explique l'explosion récente de la mobilité étudiante. Entre 1999 et 2004, le nombre d'étudiants étrangers dans les pays de l'OCDE est passé de 1,75 million à 2,5 millions – et l'on prévoit qu'il grimpera à 7 millions d'ici 2025.

Au Canada seulement, nous accueillons 70 000 étudiants internationaux. Et depuis 10 ans, le Québec draine à lui seul, bon an mal an, près de 30 % de tous ces étudiants venus d'ailleurs. À l'Université de Montréal, la population de ressortissants étrangers a plus que doublé en 10 ans. De 530 qu'il était en 1996, le nombre d'étudiants en provenance de la France est passé à 1300 l'an dernier. C'est considérable !

Les étudiants étrangers que nous accueillons enrichissent la vie sur nos campus. Ils y introduisent une diversité culturelle et une émulation qui sont bénéfiques aux étudiants d'ici. Ils représentent également un poids économique grandissant.

En période de transition démographique, le Canada a tout intérêt à attirer sur son territoire des étudiants qui, plus d'une fois sur trois, resteront au pays et iront grossir le bassin de ses travailleurs hautement qualifiés.

Grâce à ses universités, le Canada augmente de manière significative son solde migratoire de matière grise. Mais notre

pouvoir d'attraction reste fragile. Le Canada attire aujourd'hui 5 % des étudiants étrangers, c'est 1 % de moins qu'en 2000.

C'est pourquoi il nous faut à tout prix établir fermement la réputation de nos universités à l'étranger.

Vous avez un rôle à jouer.

2 - Stratégie industrielle : productivité et éducation

Le Canada fait face actuellement à plusieurs défis, des défis qui sont dictés par la conjoncture mondiale. L'un de ces grands défis, qui est aussi un grand problème, est la faiblesse relative de notre productivité.

Chaque fois que les États-Unis produisent l'équivalent de 100 \$, le Canada ne produit que 86 \$. Non seulement nous sommes moins productifs, mais nos gains de productivité sont moindre : entre 1997 et 2004, la croissance annuelle moyenne de productivité s'est située à 1,6 % au Canada, contre 2,4 % aux États-Unis.

Comment hausser la productivité canadienne ? Certains prétendent qu'il nous faut travailler plus, d'autres qu'il nous faut travailler mieux. Mais la productivité n'est pas affaire de volonté individuelle, elle est, d'abord et avant tout, affaire de volonté collective. Et l'éducation représente le plus puissant ressort de cet effort collectif. À la base, c'est par l'éducation que notre société gagnera en productivité.

Et ce n'est pas seulement le recteur de l'Université de Montréal qui vous le dit.

L'OCDE le dit aussi, en faisant de l'éducation et de la recherche deux des trois facteurs déterminant le niveau de vie des sociétés – le troisième étant l'investissement.

Le dernier prix Nobel d'économie a lui aussi souligné les extraordinaires retombées des investissements consentis en

éducation sur la productivité d'une société. Edmund Phelps a marqué sa discipline en démontrant, dès les années 60, la relation étroite entre éducation et croissance économique. Sa conclusion : plus une économie est technologiquement avancée, plus la croissance est fonction des ressources allouées à l'éducation.

Le développement des sociétés occidentales des 40 dernières années est venu confirmer ces hypothèses de façon éclatante. Les sociétés les plus productives sont, invariablement, celles qui soutiennent le mieux leur système d'éducation, et en particulier l'enseignement supérieur.

Les universités sont des acteurs économiques incontournables dans le monde d'aujourd'hui. Non seulement parce qu'elles ont des dépenses et qu'elles alimentent de nombreux fournisseurs – c'est ce qu'on appelle l'impact statique. Mais également parce qu'elles ont un impact dynamique sur l'économie à travers ce qui fait la spécificité de l'activité universitaire, c'est-à-dire la recherche et la formation de la main-d'œuvre hautement qualifiée.

Une étude, commandée par notre université, sur le rôle économique des universités canadiennes montre que l'impact dynamique des universités sur le PIB national s'élève à 48 milliards de dollars. 48 milliards de dollars, c'est presque trois fois le total des sommes que le Canada consacre à ses universités chaque année, soit 17 milliards. Pour chaque dollar que la société canadienne consacre à la recherche et à l'enseignement supérieur, elle en retire 2,82 \$. Un retour sur investissement de 182 % !

Le gouvernement fédéral a pris la pleine mesure de la contribution spécifique des universités au complexe scientifique national. Depuis 1997, Ottawa a investi 15 milliards dans la recherche fondamentale, dont 11 milliards sont allés aux universités. Des initiatives comme la création des Chaires de recherche du Canada et de la Fondation

canadienne pour l'innovation ont eu un effet incroyablement structurant sur la recherche universitaire.

Parallèlement, le secteur privé est devenu un partenaire incontournable des universités. En dix ans, l'investissement annuel du secteur privé dans la recherche universitaire a plus que doublé pour atteindre 807 millions en 2004. Parmi les pays du G-8, le Canada est celui dont les universités attirent les investissements en R-D les plus élevés de la part du secteur privé.

Les universités sont de plus en plus engagées dans les grappes industrielles. Mais leur rôle à ce chapitre demeure encore trop passif. Nos universités doivent offrir un leadership au sein de partenariats à développer entre elles, l'État et le secteur privé. Elles doivent travailler de concert avec tous les acteurs pour que s'accroissent les investissements en recherche et développement dans le secteur privé au Canada, d'autant que la concurrence mondiale est extrêmement vive.

Devant la montée de cette concurrence et l'importance de l'innovation, il nous faut une stratégie de développement industriel concentrée et dynamique.

C'est un enjeu pressant, dont dépend l'avenir économique du pays. Ici encore, l'implication des gens d'affaires et des leaders de notre société sera déterminante.

Le financement universitaire

L'avenir socioéconomique du Canada dépend également de la santé financière de nos universités. Et sur ce point, force est de constater que le bilan des dernières années n'est pas reluisant.

Les universités canadiennes – et les universités québécoises en particulier – sont outrageusement sous-financées. La structure actuelle de financement exerce une pression énorme sur les budgets de fonctionnement des établissements.

Actuellement, les universités publiques américaines – je ne parle pas des Harvard et Stanford – disposent en moyenne de 5000 \$ de plus par étudiant que les universités canadiennes en subventions gouvernementales, et de 3000 \$ en droits de scolarité. En tout, c'est 8000 \$ de plus par étudiant que la société américaine consacre à la formation universitaire.

Dit autrement, le Québec devrait injecter 1,5 milliard \$ par année dans ses universités pour les financer à la même hauteur que les établissements d'État de nos voisins du sud. Pour l'Université de Montréal, cela représenterait une hausse de 50 % de son budget de fonctionnement.

C'est, dûment chiffré, le prix de notre compétitivité.

Devant de tels chiffres, on nous demande souvent : comment relever ce défi ? La réponse tient largement dans la mobilisation de l'ensemble des acteurs de notre société quant à l'urgence d'agir.

Nous devons nous employer sans relâche à trouver une solution collective à la pauvreté des ressources de nos universités. On ne peut se satisfaire de demi-mesure, ce serait baisser les bras.

Ici encore, c'est un appel que je vous lance. Un appel à soutenir nos universités, par tous les moyens.

Il y a urgence, une mobilisation nationale s'impose.

Merci.